

GRAND ORIENT DE FRANCE

L'AGORA DE LA RÉPUBLIQUE



2014 - 2015
8 CONFÉRENCES PUBLIQUES
pour comprendre
trois siècles d'antimaçonnisme

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

LAÏCITÉ

L'AGORA DE LA RÉPUBLIQUE

**Cycle de CONFÉRENCES PUBLIQUES
Organisées par le Grand Orient de France**

du 25 octobre 2014 au 23 mai 2015

**à Lille, Strasbourg, Lyon, Avignon, Toulouse,
Bordeaux, Nantes et Rouen**

Que soient remerciés pour leur investissement dans la préparation, l'organisation et la réussite de ces rencontres, les Grands Maîtres adjoints, Bernard CHANEZ, René RAMPNOUX ; les Conseillers de l'Ordre, Dimitri ARSENAKIS, Christophe DEVILLERS, Jacques HENNION, Jean-Pierre MORI, Gérard SOULIER, André RONGIERE ; le Grand Trésorier, Jean-Louis AURIAU ; les Vénérables Maîtres, ainsi que les Sœurs et Frères bénévoles des Régions lilloise, strasbourgeoise, lyonnaise ainsi que ceux de Marseille/Aix/Avignon, Toulouse, Bordeaux, Nantes et Rouen.



Vue du Temple La Fayette, Hôtel du Grand Orient de France, rue Cadet, Paris.

SOMMAIRE

Avant-propos de Daniel KELLER, <i>Grand Maître, Président du Conseil de l'Ordre</i>	page 4
Histoire de l'antimaçonnerie par Pierre MOLLIER, Yves HIVERT-MESSECA et Jiri PRAGMAN	page 5
Les intervenants	page 10
Cycle de Conférences :	
- Lille	page 13
- Strasbourg	page 16
- Lyon	page 19
- Avignon	page 23
- Toulouse	page 27
- Bordeaux	page 31
- Nantes	page 34
- Rouen	page 37
Conclusion de Daniel KELLER, <i>Grand Maître, Président du Conseil de l'Ordre</i>	page 40

AVANT-PROPOS

de Daniel KELLER,
Grand Maître, Président du Conseil de l'Ordre

Dans une formule lapidaire et incisive, Marx écrivait : « Qui ne connaît pas l'Histoire est condamné à la revivre ». Alors ne soyons pas les lointains ascendants de nouvelles victimes que des temps sombres pourraient marquer de leur fer rouge. Quel qu'incalculable en soit l'éloignement, il nous est interdit de fermer les yeux.

Il ne s'agit pas de se faire peur, ni de céder à une dramatisation de posture. Non. L'enjeu est d'analyser les symptômes d'un monde aux mutations ambivalentes et dans lequel renaissent des comportements qu'on croyait révolus : l'antimaçonnisme, l'antisémitisme mais encore l'homophobie pour ne prendre que quelques exemples.

Au-delà de ces exemples, il s'agit aussi de frayer le chemin qui permettra de comprendre les causes de ces pathologies dans le but de faire reculer les nouveaux visages de cette infamie rampante.

Le cycle des conférences dont cet ouvrage restitue les étapes a rassemblé de nombreux participants, maçons et profanes. Grâce à eux, les débats ont mis en lumière le nœud de tous les étranglements qui nous oppresse aujourd'hui : la crise du pacte républicain. La République n'est ni un talisman ni un mot magique. Elle est un travail, une construction tout à la fois solide et fragile. Elle requiert de tous un patient labeur qui ne doit céder ni au défaitisme ni au renoncement.

Nombreux furent les élus de la République qui acceptèrent le dialogue que nous leur avons proposé et le débat citoyen dont ces conférences furent le creuset. Qu'ils en soient remerciés.

Ces remerciements s'adressent également à tous les Francs-Maçons du Grand Orient de France qui ont contribué au succès de ces rencontres, avec une pensée particulière pour les Conseillers de l'Ordre qui se sont impliqués sans compter. Elles furent aussi et surtout un moment de fraternité autour de l'objectif qui est toujours le nôtre : construire une humanité plus juste et plus éclairée.

HISTOIRE DE L'ANTIMAÇONNISME

par Pierre MOLLIER¹, Yves HIVERT-MESSECA²
et Jiri PRAGMAN³

Il y a quelques années - comme pour l'antisémitisme - on croyait l'antimaçonnerie révolu. Or, récemment, les discours de haine contre la franc-maçonnerie sont réapparus sur Internet et les réseaux sociaux. Les actes de vandalisme contre les temples maçonniques se sont multipliés. L'objet de ce cycle de conférences fut donc de commencer par une analyse et une genèse des composantes du discours antimaçonnique et des raisons de sa résurgence actuelle.

Le Grand Maître du Grand Orient de France, Daniel KELLER, en a donné la motivation et la justification en précisant : « *Nous avons décidé de prendre l'antimaçonnerie à bras le corps, d'abord pour le démystifier et puis pour montrer en quoi il était une menace pour les fondements de la République* ».

I. Les racines de l'antimaçonnerie au siècle des Lumières

La franc-maçonnerie moderne est issue de la transformation, en Grande-Bretagne, à partir de 1645, d'une vieille société de métier en une association de rencontres et de réflexion. La première Grande Loge est créée en 1717 à Londres, alors « capitale » des idées philosophiques, et proclame d'emblée l'importance de la tolérance religieuse. Les premières Loges apparaissent à Paris au milieu des années 1720. Au fur et à mesure que la Maçonnerie se développe en France, elle suscite diverses réactions. Une réaction de curiosité critique des « gazetins », les journalistes de l'époque, qui dénoncent déjà son soi-disant caractère secret – une atteinte à la légitime curiosité du public ! – et se font un devoir de « révéler » ses usages. Une opposition des pouvoirs publics quand le « principal ministre » de Louis XV, qui croit voir dans les Loges un nouveau visage de ses adversaires jansénistes, fait savoir que la Maçonnerie « déplait au roi ». Une condamnation des autorités catholiques puisque le pape « fulmine » en 1738 la première d'une longue série d'excommunications contre les francs-maçons. Mais aucune de ces attaques contre la franc-maçonnerie ne dure et n'a d'effets réels. Le siècle des Lumières est un âge d'Or de la franc-maçonnerie française et ces quelques réactions hostiles n'entameront ni son développement, ni sa réputation. En revanche,

les analyses, les arguments, les mots – secret, complot, hérésie – ont été lancés dans le débat public et c'est la crise politique de la Révolution française qui transformera ces éléments, dans un premier temps inoffensifs, en un antimaçonnisme politique militant.

Les vrais débuts de l'antimaçonnisme sont dus aux contre-révolutionnaires qui, dès 1789, voient dans les Loges d'actifs soutiens des idées nouvelles et dans les Maçons des acteurs très engagés des mutations politiques. Avec les abbés Lefranc et Barruel, l'antimaçonnisme naissant est d'emblée une opposition aux valeurs des Lumières. Réorganisant le triptyque hérésie-secret-complot, les légendaires *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme* de l'abbé Barruel, expliquent la Révolution comme le résultat d'un plan occulte des Loges. En y inventant la notion d'« arrière-Loges » animées par des « Illuminati », Barruel crée un schéma romanesque d'une grande efficacité sur lequel viendront se briser tous les arguments de bon sens. En 1806, un lecteur fervent lui écrit pour lui expliquer que ce sont les juifs qui, par derrière, dans ces fameuses arrière-Loges, manipulent les Maçons. La jonction entre antisémitisme et antimaçonnisme était faite. Dans une société française profondément divisée entre adversaires et héritiers de la Révolution, la dénonciation du « complot judéo-maçonnique » allait devenir le grand argument polémique de la France catholique et monarchiste contre les libéraux, les républicains et les socialistes.

II. Attaquer la franc-maçonnerie, un moyen pour attaquer la « Gueuse » !

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, l'antimaçonnisme va devenir une composante importante du combat idéologique qui va opposer pendant plusieurs décennies les deux France. Caractéristique est le succès de l'ouvrage de Louis Gaston de Ségur, *Les Francs Maçons*, paru chez Tolra, à Paris en 1867 (62 réimpressions en 25 ans). L'antimaçonnisme français a une base doctrinale anticatholique barruelienne, confortée par le *Syllabus* (1864) et l'encyclique *Humanum Genus* (1884) de Léon XIII. La double évolution, républicaine de la franc-maçonnerie et conservatrice de l'Église romaine, va accentuer le processus. Attaquer la franc-maçonnerie devient un moyen d'attaquer la « Gueuse ». Dans le même temps, diverses haines s'amalgament, à l'exemple du roman *Le Juif franc-maçon* (1890) de l'abbé Célestin H. Desportes. À côté d'une latomophilie diffuse mais bien répandue, se structure un milieu latomophage, réduit mais actif. Ainsi se constituent en 1895, *l'Association antimaçonnique de France*, de l'abbé Tourmentin, la *Ligue du Labarum Antima-*

çonannique des Frères défréqués Jules Doinel et Léo Taxil, puis en 1913 la *Ligue anti-judéo-maçonnique* d'Ernest Jouin.

La Grande Guerre passée, l'antimaçonnisme va renaître à gauche avec la condamnation de l'Ordre par le 4^e congrès de l'Internationale communiste et ses conséquences dans le parti communiste français, et à droite avec la montée des mouvements ultra-droitiers. La décennie 1930 voit une baisse des effectifs maçonniques. En décembre 1935, un amendement tendant à interdire la franc-maçonnerie est rejeté par 370 députés contre 90 et 72 abstentions. Ce climat hostile allait pouvoir s'exprimer pleinement avec l'avènement de l'État français (été 1940).

Pour la première fois, le pouvoir politique pratiquera une latophagie généralisée. À Vichy, à l'initiative d'Adrien Marquet, ministre de l'Intérieur et de Raphaël Alibert, garde des Sceaux, une législation antimaçonnique est promulguée le 14 août 1940 et complétée ultérieurement. La « nullité juridique » du GODF et de la GLdF est constatée le 19 août, celles de la GLNRIF et du DH le 27 février 1941. En octobre 1940, une exposition intitulée *La Franc-Maçonnerie dévoilée*, est ouverte au Petit Palais. L'exposition fermera ses portes en novembre puis circulera en France.

Le 12 novembre 1940, le maréchal charge Bernard Faÿ de centraliser les archives maçonniques. Sous son autorité, en mai 1941, le capitaine de frégate Robert Labat constitue un *Service des Sociétés Secrètes (S.S.S.)*. Quatre autres services seront créés : le *Service spécial des associations dissoutes*, le *Centre d'Action et de Documentation* (Henry Coston), le *Service de Renseignements* (Marquès-Rivière) & le *Service allemand de Wilhelm Pfannstiel*. À partir d'octobre 1941, il publie *Les Documents maçonniques*. Entre-temps, une loi du 11 août 1941 permet la publication de liste de noms (17 000 environ). Vichy inquiétera 6000 Maçons et révoquera 3 500 Sœurs et Frères fonctionnaires. Le 9 mars 1943, le film *Forces occultes*, réalisé par l'ancien Frère Paul Riche (pseudonyme de Jean Mamy), sur un scénario de J. Marquès-Rivière, est projeté à Paris, au cinéma des Champs-Élysées. Pour faits de résistance ou de guerre et/ou à cause de leur judaïté, un millier de Maçons furent déportés. 850 furent fusillés, tués aux combats ou morts dans les camps. Il faudra attendre la décennie 1970 pour que la franc-maçonnerie française retrouve son étiage des années 1930.

III. De l'antimaçonnisme actuel⁴

La première conférence du G.O.D.F. sur l'antimaçonnisme à Lille en novembre 2014 a été « saluée » par une cinquantaine

de sites et blogs de la fachosphère dénonçant l'entreprise de victimisation menée par le G.O.D.F. ou, plus largement, « la » franc-maçonnerie. Certes, il demeure qu'aujourd'hui il est plus facile d'être franc-maçon en France que chrétien dans certains pays africains ou au Moyen Orient mais, des textes aux actes, on ne peut que constater que l'antimaçonisme est de moins en moins complexé, de plus en plus présent.

De l'amusement face à cette « société fraternelle » ou à la simple ignorance, beaucoup ont basculé du côté de la détestation de la franc-maçonnerie et de la haine des francs-maçons eux-mêmes. Cette aversion se traduit par des passages à l'acte avec des tags sur des locaux maçonniques, des injures et slogans hostiles par exemple lors des manifestations contre le « mariage pour tous », des intimidations avec des "sentinelles" et autres « homén » devant le siège du G.O.D.F. et même l'incendie d'un temple maçonnique à Bernay dans l'Eure dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 2014.

Les antimaçons sont aujourd'hui très nombreux. On en compte parmi les royalistes (tout au moins en France où la franc-maçonnerie est suspectée d'avoir fomenté la Révolution, amené la République et provoqué la mort du roi, quoi qu'en disent les historiens), parmi les catholiques qui rejettent le secret et les serments maçonniques, le relativisme des francs-maçons, leur latitudinarisme (qui veut que chacun soit libre de choisir la religion qui lui plaît) et, en France, leur laïcisme qui confinerait à l'anticatholicisme, leur interventionnisme dans la vie publique qui aurait conduit à l'adoption de lois "mortifères" ou "contre la famille". Parmi eux, les intégristes et sédévacantistes pour qui Vatican II est une œuvre maçonnique.

Ceux qui croient que des Loges maçonniques dirigent le Vatican sont aussi actifs dans des milieux protestants. L'attitude bienveillante originale des Églises protestantes a évolué avec les évangéliques, très présents dans les communautés d'origine étrangère, qui font leurs les accusations taxiliennes. Les francs-maçons sont ainsi considérés comme des adorateurs du diable, des pratiquants de sacrifices humains, des pédocriminels.

Dans les milieux islamistes où circule toujours le faux « Les Protocoles des Sages de Sion », les francs-maçons sont considérés comme des instruments ou complices des juifs, des sionistes. Et l'antimaçonisme est aussi le lot de toutes ces personnes qui ne voient en la franc-maçonnerie qu'un réseau, qu'un lieu de pouvoir et d'affairisme.

Les antimaçons recyclent les anciennes thèses des abbés Lefranc et Barruel ou de John Robison et répandent la thèse du complot des Illuminati à coups de schémas, d'analyse de photos de personnages publics suspectés d'utiliser des signes maçonniques ou de logos de sociétés "Illuminati", d'animations PowerPoint ou de montages vidéo partagés sur les réseaux sociaux.

Ces théories répondent à un besoin de trouver une réponse simple à des questions complexes. Elles s'appuient sur des témoignages de "renégats", de francs-maçons ou prétendus tels.

Quelles sont les réponses à apporter ? Certains francs-maçons réagissent par le mépris ou la moquerie à ces accusations. D'autres estimeront qu'il faut pouvoir répondre de manière raisonnée et étayée à leurs assertions. Se posent encore les questions de discrétion et d'extériorisation ? Cette dernière doit-elle être mesurée ou certaines formes d'extériorisation laissant croire que « la » franc-maçonnerie se veut « Église de la République » ou lobby ne sont-elles pas une partie du problème ?

¹ Pierre MOLLIER. Plusieurs chapitres de son livre *Curiosités maçonniques. Enigmes, intrigues et secrets...* (Paris, Jean-Cyrille Godefroy, 2014) concernent l'antimaçonnerie.

² Yves HIVERT-MESSECA. Le troisième tome 3 : *Le XX^e siècle : Le temps du martyre. De la Révolution d'Octobre à la chute du mur de Berlin, de son ouvrage L'Europe sous l'acacia. Histoire des franc-maçonneries européennes du XVIII^e siècle à nos jours*, vient de paraître chez Dervy.

³ Jiri PRAGMAN. Auteur de *L'Internet est-il maçonnique ? et de L'antimaçonnerie actuel*. Il collabore à *Franc-maçonnerie magazine* et est à l'initiative de Masonica, la Journée du Livre maçonnique de Bruxelles. Il est le fondateur du blog maçonnique www.hiram.be

⁴ Cf. l'ouvrage de Jiri Pragman, *L'antimaçonnerie actuel*, Télélivre, Bruxelles, 2014.

LES INTERVENANTS

Daniel KELLER, Grand Maître du Grand Orient de France, Président du Conseil de l'Ordre, était présent dans chacune des villes organisant le cycle de conférences sur l'antimaçonnisme.

Lille - 25/10/2014

Yves HIVERT-MESSECA, professeur honoraire et docteur en histoire
Jiri PRAGMAN, journaliste, fondateur du blog maçonnique
www.hiram.be

Daniel MORFOUACE, professeur de philosophie à l'École supérieure du professorat et de l'éducation de l'université d'Artois

Strasbourg - 06/12/2014

Yves HIVERT-MESSECA, professeur honoraire et docteur en histoire
Pierre MOLLIER, historien, directeur de la bibliothèque du Grand Orient de France et conservateur du musée de la franc-maçonnerie

Jiri PRAGMAN, journaliste, fondateur du blog maçonnique
www.hiram.be

Robert HERRMANN, président de la Communauté urbaine de Strasbourg

Philippe RICHERT, président du Conseil régional d'Alsace, ancien ministre

Philippe BRETON, professeur à l'université de Strasbourg et directeur de l'Observatoire de la vie politique en Alsace

Christophe DEVILLERS, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France

Lyon - 10/01/2015

Yves HIVERT-MESSECA, professeur honoraire et docteur en histoire
Jacques VARENNE, écrivain, éditeur et scénariste

Christian COULON, maire du 8^e arrondissement de Lyon

Jean-Louis TOURAINÉ, député du Rhône et médecin

Gérard COLLOMB, sénateur-maire de Lyon, président de Lyon Métropole

Michel MERCIER, ancien garde des Sceaux, maire de Thizy-les-bourgs

Bruno BENOIT, historien, professeur des universités à Sciences Po Lyon
Jacques HENNION, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France

Avignon - 31/01/2015

Pierre MOLLIER, historien, directeur de la bibliothèque du Grand Orient de France et conservateur du musée de la franc-maçonnerie

Yves HIVERT-MESSECA, professeur honoraire et docteur en histoire

Jiri PRAGMAN, journaliste, fondateur du blog maçonnique www.hiram.be

Cécile HELLE, maire d'Avignon

Patrice PRAT, député du Gard

Olivier PY, directeur du Festival d'Avignon

Emmanuel ETHIS, président de l'université d'Avignon

Christian BILLMANN, ancien directeur de l'Information de RFI

Bernard CHANEZ, Premier Grand Maître adjoint du Grand Orient de France

Toulouse - 07/03/2015

Pierre MOLLIER, historien, directeur de la bibliothèque du Grand Orient de France et conservateur du musée de la franc-maçonnerie

Jiri PRAGMAN, journaliste, fondateur du blog maçonnique www.hiram.be

Laurent KUPFERMAN, essayiste, chroniqueur littéraire, consultant en communication

Jean-Luc MOUDENC, maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole

Catherine LEMORTON, députée de Haute-Garonne et présidente de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale

André BOUDOU, professeur honoraire des Universités

Thomas SIMONIAN, journaliste, Le Journal toulousain

Gérard SOULIER, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France

Bordeaux - 28/03/2015

Cécile REVAUGER, professeur des Universités - Université de Bordeaux-Montaigne

Yves HIVERT-MESSECA, professeur honoraire et docteur en histoire

Jiri PRAGMAN, journaliste, fondateur du blog maçonnique www.hiram.be

Alain JUPPE, maire de Bordeaux, président de Bordeaux Métropole, ancien Premier ministre

Marie RECALDE, députée de la Gironde

Alexandra SIARRI, adjointe au maire en charge de la Cohésion sociale et territoriale

Clothilde CHAPUIS-BONGIBAUT, présidente pour la Gironde de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme
Julien DIEZ, artiste, chargé de mission à l'égalité pour l'UDI Gironde
René RAMPNOUX, Grand Maître adjoint du Grand Orient de France

Nantes - 18/04/2015

Pierre MOLLIER, historien, directeur de la bibliothèque du Grand Orient de France et conservateur du musée de la franc-maçonnerie
Laurent KUPFERMAN, essayiste, chroniqueur et consultant en communication
Jacques AUXIETTE, président de la Région Pays de Loire
Fabrice ROUSSEL, maire de La Chapelle-sur-Erdre, vice-président de Nantes-Métropole
Maurice PERRION, président de l'Association des maires de Loire-Atlantique
Pascal MASSIOT, journaliste
André RONGIERE, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France

Rouen - 23/05/2015

Yves HIVERT-MESSECA, professeur honoraire et docteur en histoire
Jean-Robert RAGACHE, historien, ancien Grand Maître du Grand Orient de France
Eric SAUNIER, historien, maître de conférences à l'université du Havre
Frédéric SANCHEZ, président de la Métropole Rouen-Normandie
Yvon ROBERT, maire de Rouen
Hervé MORIN, ancien ministre de la Défense, député de l'Eure
Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, président du Conseil régional de Haute-Normandie
Philippe ROBERT-TANGUY, sociologue
Pierre FRANCE, sociologue
Eric TERRIER, directeur de l'information de la chaîne normande
Jean-Louis AURIAU, Conseiller de l'Ordre du Grand Orient de France

LILLE

25 octobre 2014

**TROIS SIÈCLES D'ANTIMAÇONNISME 1738-2014,
UNE SOURCE DES DISCOURS « ANTI »
La dangereuse résurgence de l'antimaçonnerie**

Par Yves HIVERT-MESSECA, Jiri PRAGMAN,
Daniel KELLER et Daniel MORFOUACE
150 participants

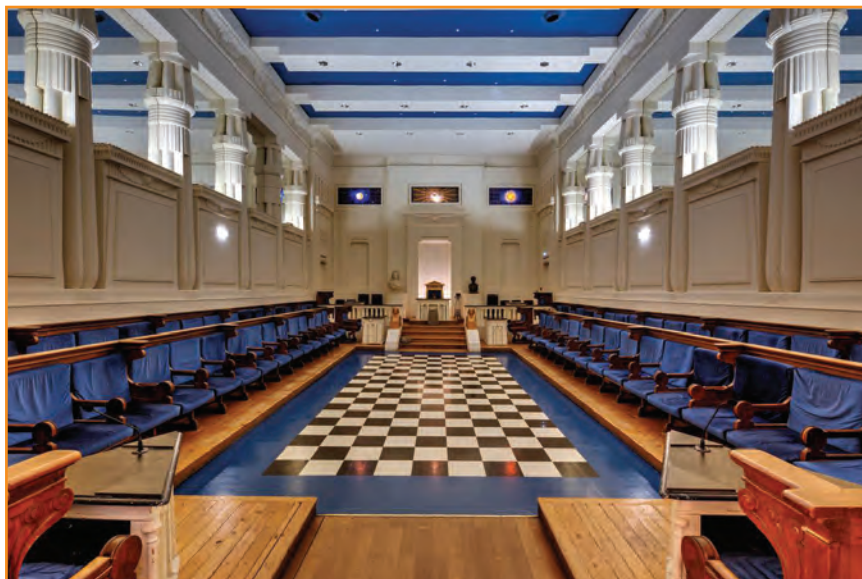
La conférence qui s'est déroulée à Lille intervint à un moment où de nombreux actes antimaçonniques étaient perpétrés dans la Région. Le débat mit en évidence les effets néfastes sur la société actuelle des discours de haine dans le souci de mettre en garde le corps social contre les dérives antirépublicaines du procédé.

S'agissant de la première conférence du cycle, celle-ci fut essentiellement centrée sur l'examen des trois périodes constitutives de l'antimaçonnerie dont on trouve l'analyse détaillée dans le chapitre liminaire de cet ouvrage.

Pour expliciter « L'antimaçonnerie au XVIII^e siècle, naissance d'un mythe moderne : le complot des francs-maçons », Daniel MORFOUACE¹ a exposé le contexte de la naissance de l'antimaçonnerie au XVIII^e siècle, à partir du livre de l'abbé Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, pour ensuite mettre en évidence la reprise de ce discours à des fins de haine et d'exclusion.

Puis, Yves HIVERT-MESSECA a développé « L'antimaçonnerie antirépublicain, du XIX^e siècle aux persécutions de Vichy » Il a fait état du « climat épouvantable » qui régnait en France entre les deux guerres. Le discours antimaçonnique se déchaîne et trouvera son aboutissement dans les actes de persécution des francs-maçons par le régime Pétainiste.

Enfin, dans un exposé étayé par des images antimaçonniques, accessibles à tous sur le web, Jiri PRAGMAN est intervenu sur le thème : « L'Antimaçonnerie contemporain : résurgences et mutations ». Il a démontré l'insanité de l'imaginaire antimaçonnique en mettant en garde du danger que représente la collusion des extrémistes de tout bord, qui ont un point de mire commun, la haine de la franc-maçonnerie.



Vues (intérieure et extérieure)
du Grand Temple de Lille

Abbeville, Amiens, Cambrai, Lille, Soissons, Laon furent victimes, parmi d'autres lieux, de dégradations par graffitis ou affichages et de manifestations antimaçonniques. Aussi fut-il décidé de tenir cette réunion publique dans le Grand Temple de Lille. Ouvrir nos portes fut une façon de faire reculer ceux qui ne cessent de nous dénoncer.

Le succès de cette réunion dont le résumé fut repris par la presse locale et nationale, est indéniable. Il est notable de remarquer qu'il fut relayé également, mais de façon négative, par de très nombreux sites et blogs, identitaires, intégristes et extrémistes. Ceci démontre, s'il en était besoin, l'intérêt et l'impact de cette conférence.

¹ Daniel MORFOUACE. Directeur de l'ouvrage collectif *Changer la République ? Changer de République ?* et collab. au *Dictionnaire de la laïcité*.

RÉPUBLIQUE ET PAROLE PUBLIQUE

Par Yves HIVERT-MESSECA, Pierre MOLLIER, Jiri PRAGMAN,
Robert HERRMANN, Philippe RICHERT, Daniel KELLER,
Philippe BRETON et Christophe DEVILLERS
250 participants

Comprendre la genèse et la structure du discours antimaçonnique et la nature de sa résurgence actuelle, n'est-ce pas comprendre toutes ces haines sans fondement qui se développent sur la recherche d'un coupable qui comble dans l'ombre, et sapent les fondements de la République ?

Le projet strasbourgeois de cette conférence était justement bâti autour du discours, de la parole, parole d'exclusion, parole antimaçonnique et rôle de la parole publique dans les causes mais aussi le traitement de ces manifestations violentes. Au cœur d'une région dont les particularismes sont connus, et qui se singularise du reste du territoire de la République par des spécificités réglementaires importantes, dans cet espace où l'on se réclame volontiers d'une curiosité philosophique nommée « l'humanisme rhénan », nous avons voulu cette soirée en deux temps, le premier historique et précis, le second politique au sens noble et ouvert.

Dans la capitale européenne, chef-lieu d'une région où la vie politique pacifiée transcende souvent les clivages traditionnels, le désir était fort de comprendre si la parole publique avait sa part de responsabilité dans l'évolution des discours de rejet, et comment elle pouvait construire l'antidote. L'objectif a été atteint. Et les protagonistes politiques de la soirée, d'étiquettes partisans opposées, se sont montrés à la hauteur du défi lancé, en débattant, dans une sérénité contagieuse, de l'importance de la responsabilité des politiques dans le morcellement de la société et de leur parole pour désunir ou pour rassembler.

En position d'observateur critique et bienveillant, était convié Philippe BRETON¹, sociologue, chercheur, spécialisé dans la parole - surtout lorsqu'elle est violente. Ce fut l'occasion pour lui d'exposer sa perception d'un antimaçonnisme alimenté par la crise, comme souvent la figure du bouc-émissaire.



Pierre MOLLIER (historien, directeur de la bibliothèque du Grand Orient de France et conservateur du musée de la franc-maçonnerie) et Jiri PRAGMAN (journaliste, fondateur du blog hiram.be)



De g à dr, Gérard SOULIER (Conseiller de l'Ordre), Bernard CHANEZ (1^{er} Grand Maître adjoint), Philippe RICHERT (président du conseil régional d'Alsace - ancien ministre), Robert HERRMANN (président de la communauté urbaine de Strasbourg), Daniel KELLER (Grand Maître du Grand Orient de France)



De g à dr, Philippe BRETON (professeur à l'université de Strasbourg - directeur de l'observatoire de la vie politique en Alsace), Philippe RICHERT, Christophe DEVILLERS (Conseiller de l'Ordre)



Daniel KELLER



De g à dr, Philippe BRETON, Philippe RICHERT, Christophe DEVILLERS, Robert HERRMANN

Un antimaçonnisme qu'il lie également, avec originalité, aux fantasmes autour de l'expression de collectif ou de solidarité de groupe, suscités par la crainte de la solitude dans un monde où le lien social se délite. Un antimaçonnisme, enfin, engendré selon lui par la tyrannie de la transparence, qui rend suspect, voire nuisible, tout ce qui n'est pas immédiatement visible, tandis que le virtuel, accessible à tous, toujours, prend une place croissante. Car le secret ne fait pas bon ménage avec la transparence des sociétés modernes. Entre le besoin de solidarité et la crainte des solidarités de groupe, quelle action est possible pour la puissance publique, pouvoirs d'État ou locaux ? Quels ressorts pour la parole publique ?

Interpellés, les élus se sont retrouvés sur la nécessité du parler vrai d'une part, et du parler républicain d'autre part. En accord total sur la vision d'une République intransigeante et protectrice à la fois, tous deux en mesure d'assumer, sans adhésion formelle, une proximité de valeurs évidente avec le Grand Orient de France, ils ont évoqué sans fard les questions cruciales de l'altérité, de la démocratie, du débat édificateur, et de la fraternité.

Dans sa conclusion, Daniel KELLER avança que dans un monde en recherche permanente de communication, il incombait plus que jamais à la franc-maçonnerie, évitant ainsi de se trouver en porte-à-faux, de dire ce qu'elle était et ce qu'elle faisait, pour affirmer les principes dont elle est porteuse. Face au retour des dogmatismes (peut-être le nouveau visage de peurs diffuses), avec la crise de gouvernance des sociétés, autre formule de la crise du politique, un travail de pédagogie s'impose. C'est dans la reviviscence des messages émancipateurs qu'elle porte en elle que la République retrouvera du sens.

Et Philippe RICHERT d'ajouter : « Être humaniste n'est pas aujourd'hui une urgence à mes yeux. Être simplement humain est, à mes yeux, une autre paire de manches. Être fraternel est une ambition. »

¹ Philippe BRETON. Directeur éditorial du site de *l'Observatoire de la vie politique en Alsace*. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à la parole publique et à la communication. Il collabore également comme consultant aux soirées électorales sur France 3.

LYON
10 janvier 2015

**ANTIMAÇONNISME, REFUS DE L'AUTRE,
La République en danger !
Redonner un sens à la République**

Par Yves HIVERT-MESSECA, Jacques VARENNE ,
Christian COULON, Jean-Louis TOURAINÉ, Gérard COLLOMB,
Michel MERCIER, Bruno BENOIT, Daniel KELLER et Jacques HENNION
400 participants

Nous avons choisi d'un commun accord un titre ouvert prospectif, ne nous mettant pas à part et invitant la République. Un titre qui relie l'antimaçonnerie à toutes les attaques contre les valeurs de la République. Loin d'une auto victimisation peu compatible avec la démarche progressive de la Franc-maçonnerie, le titre doit apparaître porteur de sens pour la société et ne doit pas rebuter les politiques non-maçons. Il préfigure ainsi la sortie d'un entre soi de bon aloi.

Il s'agit à travers ces conférences publiques, où nous voulons accueillir des citoyens et des « leaders » d'opinion, d'alerter des risques graves que courent nos institutions républicaines face à la résurgence de toutes les tentations de rejet de notre bien commun.

Le Grand Orient de France a choisi de tenir cette conférence ouverte et prospective, invitant à la renaissance d'un bien commun, la République, une conférence porteuse de sens pour la société afin de redonner un sens à l'action républicaine.

À travers les actes antimaçonniques récents, ce sont tous les comportements extrêmement préoccupants, que l'on pourrait appeler tous les « anti » et intégrismes, que l'on vise. Ces attaques et atteintes se produisent dans une séquence politique particulière où le rejet populiste des élites et des partis politiques traditionnels fait le lit des extrémismes. La citoyenneté, la tolérance mutuelle, la cohésion sociale et la solidarité, la liberté absolue de conscience sont battues en brèche. La République est attaquée jusque dans sa devise : « Liberté – Égalité – Fraternité ».

En partant de quelques rappels historiques récents, il s'agit de montrer que la situation actuelle peut conduire à la barbarie si nous ne proposons pas des choix réactivant le pacte social républicain.



Au pupitre, Jacques HENNION (Conseiller de l'Ordre), de g à dr, Bruno BENOIT (historien, professeur des Universités à sciences Po Lyon), Christian COULON (maire du 8^{ème} arrondissement de Lyon), Jean-Louis TOURAINE (médecin, député du Rhône), Gérard COLLOMB (sénateur-maire de Lyon, président de Lyon Métropole), Daniel KELLER (Grand Maître du Grand Orient de France), Jacques RAVENNE (écrivain, éditeur et scénariste), Yves HIVERT-MESSECA (professeur honoraire et docteur en histoire)



Jean-Louis TOURAINE



Michel MERCIER (ancien garde des sceaux, maire de Thizy-les-bourgs)



Gérard COLLOMB



Une partie de l'assistance



De g à dr, Christian COULON, Michel MERCIER, Gérard COLLOMB, Daniel KELLER, Jean-Louis TOURAINE

Ce constat fait référence implicitement à une sorte de « quant à soi » de l'expression officielle politique ou culturelle. Il est possible que nous en fassions partie.

Christian COULON, un élu républicain de proximité au contact de toutes les couches de la population, homme d'engagement et de partage, est intervenu pour accueillir cette conférence. Il nous appelle à retisser le lien entre toutes les couches de la population, en veillant aux forces qui tendent au repli communautaire.

Jean-Louis TOURAINE, représentant le pouvoir législatif de notre République, a tenu à rappeler les exigences de la démocratie et notre devoir de veiller à la laïcité, notre bien commun.

Gérard COLLOMB, un homme de compromis, de progrès et d'équilibre liant le social et l'économie, a évoqué les enjeux de l'actualité.

De même en tant que grand témoin, lors de la Table ronde, Michel MERCIER, homme épris d'aménagement du territoire et de justice sociale, s'est attaché à rappeler les convergences malgré les différences philosophiques des Lyonnais pendant les grandes épreuves de l'Histoire. Il fit surtout référence à la Résistance et aux difficultés actuelles, marquant la présence d'élus de bords différents mais républicains et respectueux des autres.

Bruno BENOIT a rappelé la formation spécifique d'un humanisme rassemblant les composantes chrétiennes, sociales et révolutionnaires avec comme catalyseur la franc-maçonnerie lyonnaise. Yves HIVERT-MESSECA nous a mis en garde contre la notion de complot et de rejet des autres quels qu'ils soient. Quant à Jacques VARENNE, il appuya particulièrement sur l'attention que nous devons apporter au fonctionnement de l'école et à notre responsabilité face au délitement du lien social dès l'enfance.

La Table ronde « Redonner un sens à la République ! » rappelle que la République prétend placer l'intérêt général au-dessus des intérêts particuliers. Elle voudrait confiner les particularismes au domaine privé pour assurer l'égalité en droit et en dignité de tous les citoyens. Pour cela, la République doit pleinement assurer, en accord avec sa devise, la solidarité et l'équité dans le cadre politique de la nation qui ne reconnaît que des citoyens, tous acteurs politiques à égalité.

Les objectifs sont clairs :

- Mettre en relation le délitement de la République, de sa représentation et les atteintes aux marqueurs républicains ;
- Rappeler la nature du contrat social républicain : « la nation : la fraternité d'un projet commun » ;
- Proposer de penser les réformes à l'aune du renforcement du lien républicain ;
- Organiser une expression républicaine humaniste forte avec des représentants politiques de premier plan, maçon et non-maçon, pour affirmer le pacte le plus large.

L'enjeu est là : affirmer la volonté de l'intérêt général sans oublier la solidarité nationale pour les plus défavorisés, sans abandonner la volonté politique au profit d'un nouveau sens commun économiquement correct. Nous y voilà, la République peut balancer entre abandon ou renouveau, paix ou barbarie !

En conclusion de cette rencontre, Daniel KELLER exprima le sentiment que les mots avaient repris, ce jour, leur sens en entendant que nous formons une nation et non pas une juxtaposition de communautés. La question se pose de savoir si cette prise de conscience n'est pas dans une certaine mesure le contre coup des attentats de janvier.

Quand on veut défendre la République, on ne peut pas comparer l'instituteur et le curé. Le moment est aussi venu d'arrêter de parler de religion. Ce n'est pas en fonction des appartenances confessionnelles que l'on peut construire une république. Il faut que chacun aille au-delà de ses appartenances, de ses convictions religieuses parce que, quelles que soient nos croyances, nous sommes toutes et tous, avant tout, des citoyens.

Et ce travail nécessite de remettre la laïcité au cœur de notre dispositif républicain [...] Et l'école est le cœur de cette République à reconstruire [...] une école qui permette à tous ses enfants d'en sortir en sachant correctement lire, écrire et compter, ce qui, pour 15% d'entre eux n'est toujours pas le cas. L'objectif de l'École c'est de redevenir ce lieu de l'instruction, grâce auquel les enfants pourront accéder à cet esprit critique à travers lequel chacun devient progressivement un être libre et peut ainsi échapper à toutes les formes de dogmatisme ou de fanatisme.

Cette République, on en parle plus souvent qu'on la fait ! Soyons des citoyens mobilisés. Ayons la République au cœur, faisons en sorte que nous échappions à cette spirale de la barbarie qui se déploie désormais dans notre pays et nous menace, et alors « Framboise ou mirabelle le grillon rechantera ».

AVIGNON
31 janvier 2015

ANTIMAÇONNISME, REFUS DE L'AUTRE, La République en danger !

Par Pierre MOLLIER, Yves HIVERT-MESSECA, Jiri PRAGMAN,
Cécile HELLE, Patrice PRAT, Olivier PY, Emmanuel ETHIS,
Daniel KELLER, Christian BILLMANN et Bernard CHANEZ
550 participants

Qu'est-ce qu'être citoyen dans la République aujourd'hui ? Le citoyen est-il un homme normal ? Le franc-maçon est-il un citoyen comme un autre ? Les artistes sont-ils des citoyens comme les autres ? Pourquoi et comment s'engager aujourd'hui pour protéger la République des peurs et des extrémismes ? Les notions de Liberté, Égalité, Fraternité et Laïcité à l'école de la République : quel enseignement pour les futurs citoyens ? Quelle est la place de la morale républicaine aujourd'hui ? Toutes les traditions sont-elles compatibles avec les valeurs républicaines ?

Une première Table ronde réunissait Pierre MOLLIER, Yves HIVERT-MESSECA et Jiri PRAGMAN pour retracer l'histoire de l'antimaçonnerie en France de 1725 à nos jours. Si les trois arguments antimaçonniques du secret, du complot et de l'hérésie apparaissent dès la naissance de la franc-maçonnerie en France, c'est dans le contexte de la Révolution française que se forge véritablement l'antimaçonnerie, avec notamment l'ouvrage de référence de l'abbé Barruel, en 1798, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*. Puis, la théorie du complot n'aura de cesse de se développer pour atteindre son apogée au XX^e siècle. L'apparition des réseaux sociaux ne fait qu'amplifier ce phénomène et il nous faut plus que jamais combattre cette théorie et ces rumeurs par un travail de décodage des informations et d'éducation.

C'est par l'expérience de Cécile HELLE que débute cette seconde Table ronde : « Le citoyen face aux extrémismes et au rejet de l'autre », qui donna la parole à des acteurs de la vie politique, sociale et culturelle de la région. Si l'on conserve le plus souvent d'Avignon l'image d'une ville de culture et d'esprit, Cécile HELLE mit l'accent sur les contrastes et les ségrégations de sa ville qui est, en définitive, une juxtaposition de quartiers, ce qui n'en fait pas une ville, ni une République.



De g à dr, Olivier PY (directeur du festival d'Avignon), Patrice PRAT (député du Gard), Cécile HELLE (maire d'Avignon), Christian BILLMAN (ancien directeur de l'information de RFI), Emmanuel ETHIS (président de l'Université d'Avignon), Daniel KELLER (Grand Maître du Grand Orient de France)



De g à dr, Pierre MOLLIER, Christian BILLMAN, Yves HIVERT-MESSECA, Jiri PRAGMAN



L'assistance, salle du Conclave du Palais des Papes

On trouve à Avignon, comme ailleurs, des quartiers populaires délaissés, où la tentation de repli sur soi, du rejet de l'autre et du vote extrême est grande. Face aux extrêmes qui se nourrissent des peurs, l'édile de la cité papale croit profondément à l'action locale pour reconquérir cette confiance en la République. Cette reconquête passe par la nécessité pour le politique d'un volontarisme et de l'exemplarité. Les responsables politiques locaux doivent encourager les citoyens à se réapproprier la ville, car en redevenant acteur de leur cité ils redeviennent acteurs de la République. En ce sens, la culture a un rôle essentiel à jouer puisqu'elle pose question et participe ainsi à la construction de la citoyenneté.

Selon Patrice PRAT qui lui succèda au pupitre, si la République est en danger, les classes dirigeantes ont trop souvent renoncé au combat des valeurs républicaines. Il regretta que le fondamentalisme marchand et les égoïsmes aient pris le pas sur ces valeurs, car ce n'est qu'en redonnant force et vigueur à notre devise républicaine que l'on pourra faire reculer tous les extrémismes.

La culture peut-elle être un rempart face à la barbarie ? A-t-elle un lien profond avec l'éthique ? Est-elle anthropogène ou bien n'est-elle là que pour elle-même ?

C'est par ces questions que le metteur en scène Olivier PY¹ souhaite s'interroger sur le rôle que peut jouer la culture face à l'intolérance. L'histoire récente avec la barbarie nazie, née dans le pays qui a connu la plus grande émergence culturelle, semblerait prouver que la culture est impuissante. Mais Olivier PY veut croire que si l'Allemagne a sombré, c'est que sa culture était nationale. Dès lors, il nous exhorta à continuer d'inventer une culture transnationale qui dépasse et abolit même les frontières. Il regretta aussi la frontière qui sépare le monde politique, de l'éducation et de la culture et la hiérarchie qui s'installe entre les trois, cette « *hiérarchie qui abolit la joie d'inventer les mondes* ». Nous devons « cesser de penser la culture comme un îlot auquel on concède parfois une certaine liberté de parole ». Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra, selon lui, « *imaginer que la culture peut s'opposer et pourquoi pas réussir à s'opposer à l'intolérance et au rejet de l'autre* ».

C'est sur un constat alarmant qu'Emmanuel ETHIS² tenta d'expliquer pourquoi le système éducatif supérieur fonctionne mal. À l'image de la France, construite, selon lui, sur « *le cynisme de l'égalité, de la liberté et de la fraternité* », le monde de l'éducation, construit sur ce même cynisme, ne fait que séparer. Ainsi,

les élites sont-elles formées d'un côté du système et le reste de la population de l'autre. Lorsque le déséquilibre est trop voyant, on saupoudre un peu de discrimination positive. L'Université doit plus que jamais « réfléchir à notre pacte social et redéfinir le sens du progrès ». Elle doit aider la République à tenir ses promesses ou à réfléchir aux promesses à tenir, en se situant, comme la culture, au-delà du politique.

À l'issue des deux Tables rondes et des échanges avec le public, le Grand Maître, Daniel KELLER, insista sur la nécessité, pour les hommes et femmes de bonne volonté, de redonner une lisibilité à notre monde. Sans cette quête de sens devenue impérative aujourd'hui, les citoyens en perte de repères risquent bien de se tourner vers des marchands de sommeil, « ces voix du malheur » qui, pour toute explication, désignent des boucs émissaires.

Dans un tel contexte, l'éducation et la culture ont un rôle essentiel à jouer, car c'est à travers ces médiations que se construit un monde commun. La culture est un vecteur d'universalité d'autant plus cher aux francs-maçons que la franc-maçonnerie est l'héritière du siècle des Lumières. Recréer un monde commun pour faire en sorte que la société ne se fragmente pas et ne se brise pas, tel pourrait être le projet maçonnique au-delà des sensibilités de chacun. C'est pourquoi la franc-maçonnerie doit redevenir cette agora de la République qui fait cruellement défaut aujourd'hui.

L'erreur a été de penser que la République était définitivement acquise, alors qu'elle doit en permanence se réinventer. Mais avant de rebâtir ce qui a été déconstruit, la société et les élites dirigeantes doivent savoir dresser le constat lucide et impitoyable des failles et des faillites de notre société, car d'un constat erroné ne peuvent résulter que des solutions illusoire.

¹ Olivier PY est poète, auteur, metteur en scène, acteur... Il habite le théâtre depuis 1988. C'est au Festival d'Avignon en 1995 qu'il crée l'évènement en proposant *La Servante, histoire sans fin*, cycle de pièces qui dure 24 heures, avant d'y revenir à maintes reprises. Il en est aujourd'hui le directeur.

² Emmanuel ETHIS consacre ses recherches à la sociologie du cinéma, à la réception des œuvres filmiques et à l'analyse des publics et des spectateurs de cinéma et des grands festivals (Cannes, Avignon,...). Représentant français de l'International Advisory Board of the Research Project Dynamics of World Cinema, il préside le Haut Conseil de l'Éducation Artistique et Culturelle ainsi que l'Institut Supérieur des Techniques du Spectacle. Il est également l'auteur de nombreux ouvrages.

TOULOUSE

7 mars 2015

FACE AU REFUS DE L'AUTRE, Réveiller les consciences républicaines

Par Pierre MOLLIER, Jiri PRAGMAN, Laurent KUPFERMAN,
Jean-Luc MOUDENC, Catherine LEMORTON, André BOUDOU,
Daniel KELLER, Thomas SIMONIAN et Gérard SOULIER
400 participants

En accueillant le cycle « Trois siècles d'antimaçonnisme » à Toulouse, Jean-Luc MOUDENC rappela le « transfert », en 1189, des pouvoirs du comte de Toulouse aux Capitouls, premier exercice de libertés communales, très prémonitoire des événements futurs qui marquèrent la Révolution. Retraçant quelques épisodes de l'histoire de la ville, où la liberté est le fil rouge, Jean-Luc MOUDENC remercia tous les participants et le Grand Orient de France à l'origine de cette démarche et de l'appel « au réveil des consciences républicaines ».

En partant de quelques rappels historiques, et des nouvelles formes des « anti », il fut souligné que la situation actuelle peut conduire à la barbarie si nous ne proposons pas des choix réactivant le pacte social républicain. Pierre MOLLIER, Jiri PRAGMAN et Laurent KUPFERMAN ont rappelé les origines de l'antimaçonnisme et les manifestations de sa résurgence actuelle, l'un des marqueurs des attaques contre les valeurs de la République.

André BOUDOU conta ensuite les parcours singuliers de deux grands maires de Toulouse, francs-maçons connus, Camille OURNAC et Etienne BILLIERES, édiles ayant apporté une empreinte singulière sur le parcours de la ville de Toulouse au cours des deux derniers siècles.

Est revenue ensuite à Catherine LEMORTON, la tâche de présenter sa vision de la République. Après avoir débuté son propos par une citation de Louis Antoine de Saint-Just : « *La première des lois est la préservation de la République* », la présidente de la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale est revenue sur les quatre dates qui structurent sa vision de la République : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la Constitution de 1792, celle de 1793 et enfin la Constitution de la V^e République.



Premier rang, de g à dr, Catherine LEMORTON (députée de la Haute Garonne, présidente de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale), Daniel KELLER (Grand Maître du Grand Orient de France), Jean-Luc MOUDENC (maire de Toulouse, président de Toulouse Métropole)



Au pupitre, Pierre MOLLIER, de g à dr, Laurent KUPFERMAN (essayiste, chroniqueur littéraire, consultant en communication), Jiri PRAGMAN, Thomas SIMONIAN (journaliste)



Au pupitre, André BOUDOU (professeur honoraire des Universités), de g à dr, Daniel KELLER, Jean-Luc MOUDENC, Catherine LEMORTON, Thomas SIMONIAN

Catherine LEMORTON a ensuite regretté la tendance actuelle qui consiste à placer les appartenances particulières avant la citoyenneté qui est pourtant le fondement de la République au regard des textes fondateurs.

S'appuyant sur son expérience de terrain, Catherine LEMORTON a plaidé pour une plus grande proximité avec les citoyens, dans la continuité de son engagement au service de la *Res-publica* et de la formule qu'elle a choisie pour l'illustrer : « une élue, citoyenne avant tout ». Regrettant que la décentralisation ait recréé des « baronnies », Catherine LEMORTON a appelé au réveil des consciences républicaines, par le respect des engagements et de la parole donnée des élus.

Concluant son propos en empruntant ceux de Thucydide (460 av. J.-C.) « *Un homme qui ne se mêle pas de politique mérite de passer, non pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile.* », Catherine LEMORTON a plaidé pour que chacun s'engage à aider les citoyens à se rendre utiles, souhaitant « être en première ligne ».

Lui succéda Jean-Luc MOUDENC qui traita de la « conciliation des libertés en République ». Après un bref retour sur l'actualité, et en particulier la tragédie du 7 janvier, avec la mort tragique de Bernard MARIS, bien connu à Toulouse, le maire énuméra les différentes institutions communales pouvant concourir à l'éveil des consciences, instances de dialogue et de réflexion mises en place par le conseil municipal. Il insista en particulier sur le Conseil de la Fraternité et la Laïcité, outil pour favoriser le développement de la laïcité dans la vie quotidienne.

Le Premier magistrat poursuivit son propos en citant Montesquieu dans *l'Esprit des Lois*, « *Il n'y a point de mot qui ait reçu plus de différentes significations, et qui ait frappé les esprits de tant de manières, que celui de liberté* ». À travers cette phrase, Jean-Luc MOUDENC voulut rappeler l'exercice difficile de la conciliation des libertés, de la liberté de conscience, de la liberté d'expression, « mélange subtil » à opérer. En souhaitant que l'exercice de la laïcité par l'administration communale puisse procurer solidarité et apaisement, tout en évitant les frustrations, Jean-Luc MOUDENC affirma que seule la laïcité, pierre angulaire du pacte républicain pouvait reconstituer une certaine unité nationale tout en respectant la diversité. Considérant que le rôle des institutions publiques est de refuser tout amalgame et d'aider à éveiller les consciences, il invita tous les élus à faire œuvre de pédagogie et d'exemplarité. Il conclut son propos par

une invitation à ce que la franc-maçonnerie toulousaine joue tout son rôle, école du doute constructif et de la recherche de la vérité, face à la tyrannie du quotidien à laquelle « *l'élu doit faire face au risque de se déconstruire ou de s'éparpiller* ».

Dans sa conclusion, Daniel KELLER rappela les chantiers que la République doit mener à bien pour retrouver sa légitimité : « *que les enfants sortant de l'école primaire sachent lire et écrire, que les jeunes diplômés trouvent un emploi, que les territoires perdus de la République soient reconquis* ». La République ne saurait être une simple incantation. Elle ne se justifie que par sa capacité à tenir ses promesses. Notre pays doit aujourd'hui savoir analyser les « Quarante Malheureuses » qui ont succédé aux « Trente Glorieuses », affronter avec lucidité le mélange de démissions et de trahisons qui ont pavé le chemin de la République. Le sursaut républicain viendra avant tout d'un élan citoyen, d'une volonté générale capable de ressaisissement à un moment où l'on redoute le sentiment d'abandon. L'esprit de division et de querelle, sentiment bien français, n'est plus de mise. C'est à l'unité nationale qu'il est aujourd'hui urgent d'œuvrer.

**LE REJET DE L'AUTRE OU L'ANTIMAÇONNISME
comme annonciateur d'un temps déraisonnable**

Par Cécile REVAUGER, Yves HIVERT-MESSECA, Jiri PRAGMAN,
Alain JUPPE, Marie RECALDE, Alexandra SIARRI,
Clothilde CHAPUIS-BONGIBAUT, Julien DIEZ,
Daniel KELLER et René RAMPNOUX
250 participants

Placée sous les auspices du Frère Montesquieu,
« Si je savais quelque chose qui me fût utile et qui fût préjudiciable à ma famille, je la rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose qui serait utile à ma famille et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose utile à ma patrie et qui fût préjudiciable à l'Europe et au genre humain, je la regarderais comme un crime ».

Cette conférence eut pour thème d'échange : « Le rejet de l'Autre ».

Le Grand Orient de France a donc d'abord invité à sa Table ronde l'inverse sociologique de sa composition actuelle : trois femmes et un très jeune militant cherchant à faire évoluer la perception sociale des minorités sexuelles.

« Cela me tordait le cœur d'être seulement son ombre et pas son reflet. »

(Kamel DAOUD, Meursault, contre-enquête)

L'action des élus de la République de terrain, de proximité, fut exposée dans sa difficulté de faire comprendre à chaque citoyen que l'intolérance à l'Autre est sans fin. À l'exemple du « punk à chiens » qui ne paraît pas complexe, mais qui montre la ronde des rejets : le commerçant, l'habitant paisible, les policiers municipaux... le voisinage aspire trop souvent à une solution expéditive mais simpliste.

« L'action politique doit être présente sans négliger personne mais tout un chacun ne considère l'Autre bien sûr qu'à l'aune de ses points de vue. Et la générosité peut s'exercer aux dépens. L'avis du retraité perturbé dans sa qualité de vie vaut comme celui qui prône l'accueil altruiste. »

(Alexandra SIARRI)



Au premier plan, Alain JUPPE (ancien premier Ministre, maire de Bordeaux, président de Bordeaux Métropole), Daniel KELLER (Grand Maître du Grand Orient de France), de g à dr, René RAMPNOUX (3^{ème} Grand Maître adjoint), Jiri PRAGMAN



Une partie de l'assistance



De g à dr, René RAMPNOUX, Marie RECALDE (députée de la Gironde), Julien DIEZ (artiste, chargé de mission à l'égalité pour l'UDI Gironde), Clothilde CHAPUIS-BONGIBAULT (présidente pour la Gironde de la LICRA), Alexandra SIARRI (adjointe au maire en charge de la cohésion sociale et territoriale)

La résurgence des rejets haineux compose une noire rosace dont le plomb qui en lie les éléments est toujours le même : pas lui, il n'est pas mon semblable, mon frère ou ma sœur en humanité. Pas lui et pas ici, c'est un Autre que sa différence condamne.

Nous savons alors qu'il faut retrouver fraîcheur et authenticité :
« *Si tu diffères de moi, mon frère, loin de me léser, tu m'enrichis.* »
(Saint-Exupéry, *Citadelle*)

Mais s'impose toujours la préservation absolue du socle de la laïcité qui rend possible le partage dans la diversité.

« *J'ai la conviction que tout citoyen a la capacité et le droit à l'autonomie. La laïcité est pour moi un engagement pour la liberté, mais aussi contre toutes les inégalités ou exclusions.* »
(Marie RECALDE)

La nation doit se vivre comme une seule communauté dont les membres se reconnaissent suffisamment de liens communs pour partager ce qui arrive à l'un d'entre eux. Une conclusion proche du solidarisme de Léon Bourgeois s'impose :

« *La liberté de l'homme commence à la libération de sa dette sociale.* »

Daniel KELLER, en conclusion, souligne qu'une société n'est pas faite seulement de citoyens vivant juxtaposés les uns aux autres mais ayant envie de vivre les uns avec les autres. C'est ce qu'on appelle une communauté de citoyens. Cette société présuppose un accord de tous sur un contrat ou, en des termes plus contemporains, un accord sur le pacte républicain censé nous rassembler. Ce pacte ne peut se concevoir sans intégration, qu'il s'agisse de l'intégration par l'apprentissage de la langue pour les Roms ou par le mariage pour tous. À défaut le vivre ensemble n'est qu'un vivre séparé. Cette ambition collective est en panne. Il convient de la reconstruire pour échapper au délitement de la société.

LE REJET DE L'AUTRE OU L'ANTIMAÇONNISME comme annonciateur d'un temps déraisonnable

Par Pierre MOLLIER, Laurent KUPFERMAN,
Jacques AUXIETTE, Fabrice ROUSSEL, Maurice PERRION,
Daniel KELLER, Pascal MASSIOT et André RONGIERE
500 participants

En amont de cette conférence, une démarche d'extériorisation et d'ouverture vers le public profane fut organisée, par dix Loges de Nantes et sa région. Son objectif fut de présenter la richesse de notre Histoire à travers une exposition présentant des pièces du patrimoine maçonnique nantais dont une édition du XVIII^e siècle de l'*Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert. Également, la réalité et la pertinence du travail maçonnique furent mises en avant en proposant quatre Tables rondes sur « La Laïcité, Ethique et Politique, Bioéthique et Humanisme, La Franc-maçonnerie société secrète ? ». Enfin, une Tenue Blanche Ouverte, présentant deux Planches : « L'économie positive » et « L'univers du Symbolisme » laissa voir la modernité des réflexions poursuivies au Grand Orient de France.

Une Table ronde sur le thème: « Le rejet de l'autre, du différent à l'incompatible » réunit des élus locaux et les questions soulevées furent les suivantes : « En tant que responsable politique, et en tant qu'élu, quelles actions concrètes avez-vous mis en place (ou souhaitez-vous mettre en place) sur vos territoires pour mettre en œuvre le vivre ensemble ? » ou « Selon vous, la République est-elle en danger ? »

Les élus ont mis en avant le rôle de l'école et des associations locales pour expliquer et promouvoir la Laïcité, leurs actions pour favoriser la mixité sociale, soulignant qu'une extrême vigilance est nécessaire vis-à-vis de toute action qui ne respecterait pas la liberté de conscience de chacun.

En conclusion des débats, Daniel KELLER, Grand Maître du Grand Orient de France, commenta le plan ministériel de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie annoncé la veille. La résurgence de comportements que l'on croyait appartenir à un autre temps doit être analysée pour ce qu'elle est.



De g à dr, Jacques AUXIETTE (président de la région Pays de Loire), Fabrice ROUSSEL (maire de la Chapelle-sur-Erdre, vice-président de Nantes-Métropole), Maurice PERRION (président de l'association des maires de Loire-Atlantique), Pascal MASSIOT (journaliste)



Daniel KELLER
(Grand Maître du Grand Orient de France)

En l'occurrence, on ne saurait la réduire aux difficultés économiques et sociales qui fragilisent une partie de la population. Ces comportements sont l'expression d'un délitement profond de l'esprit républicain aujourd'hui en miettes.

La République n'existe que grâce à la mobilisation de tous et de tous les instants. Il n'y a pas de République sans combat pour la République.

Et ceci pour une simple raison : la République ne repose sur aucune onction divine, elle ne tire sa légitimité d'aucune transcendance mais du seul consentement des citoyens de faire société ensemble, de faire une communauté de citoyens. Sans esprit citoyen, il n'y a pas de République, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'esprit républicain.

Cet esprit repose d'abord sur des principes. La laïcité est certainement l'un des piliers essentiels de la République en ce qu'elle traduit en droit positif la séparation du religieux et du politique, sans lequel on ne saurait garantir la liberté absolue de conscience. En cela, cette liberté est la mère de toutes les libertés.

Il convient à ce titre de sortir du double langage qui fragilise chaque jour un peu plus la laïcité, à savoir en parler sans rien faire pour la consolider.

La République, ce sont aussi des institutions fondatrices telles que l'école ou encore les règles de droit constitutives de l'État de droit.

Enfin, il n'y a pas de République sans éthique républicaine. L'exemplarité des dirigeants est de ce point de vue un élément essentiel. C'est par leur engagement sans faille au service d'une République à rebâtir que, peu à peu, chacune et chacun pourront reprendre confiance dans une organisation politique qui n'est pas un simple régime politique parmi d'autres. La République est, en effet, avant tout une ambition collective de liberté, d'égalité et de fraternité.

ROUEN
23 mai 2015

REDONNER DU SENS À LA RÉPUBLIQUE et à l'action citoyenne

Par Yves HIVERT-MESSECA, Jean-Robert RAGACHE,
Eric SAUNIER, Yvon ROBERT, Hervé MORIN, Frédéric SANCHEZ,
Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Pierre FRANCE, Eric TERRIER,
Philippe ROBERT-TANGUY, Daniel KELLER et Jean-Louis AURIAU
Modérateurs : Philippe CHASTRES et Jean-Marie TIERCELIN
350 participants

Il existe un lien entre les trois thématiques traitées : l'antimaçonnerie, la xénophobie, l'antisémitisme ; les théories du complot et d'autre part la question du sens à redonner à la République.

Comprendre et analyser les phénomènes de rejet de l'autre, leur fonction destructrice des valeurs de la République. Comment retrouver ce qui fait sens pour vivre en harmonie dans une société rongée par les ravages du chômage et par la démagogie de ceux qui agitent peurs et angoisses en désignant des boucs émissaires et en voyant des complots à tout événement qui les dépasse ?

C'est par un retour aux sources historiques du couple antimaçonnerie/antisémitisme à travers les siècles que Yves HIVERT-MESSECA, Jean-Robert RAGACHE, Eric SAUNIER ont éclairé les « nouvelles » formes d'antimaçonnerie qui reflourent et ravivent le mythe du complot judéo-maçonnique à l'aune des intégrismes religieux. Les historiens ont bien montré comment ces attaques étaient souvent une attaque en creux de la République et de ses fondamentaux.

Pour Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, la question est de savoir articuler les valeurs de la République dans sa territorialité française avec des problématiques interplanétaires (économie financière mondialisée, questions environnementales, géopolitique).

La troisième partie fut consacrée à une Table ronde qui réunissait Yvon ROBERT, Hervé MORIN et Nicolas MAYER-ROSSIGNOL. Sans polémique, les élus ont tenté de dire ce qui pourrait redonner du sens à la République.



Jean-Louis AURIAU (Conseiller de l'Ordre) et une partie de l'assistance



de g à dr, Frédéric SANCHEZ (président de la métropole Rouen-Normandie), Jean-Robert RAGACHE (historien), Yves HIVERT-MESSECA (historien), Daniel KELLER (Grand Maître du Grand Orient de France), Philippe CHASTRES (modérateur)



de g à dr, Daniel KELLER, Philippe ROBERT-TANGUY et Pierre FRANCE (sociologues)



De g à dr, Daniel KELLER, Hervé MORIN (ancien ministre de la Défense), Nicolas MAYER-ROSSIGNOL (président du Conseil régional de Haute-Normandie) et Eric TERRIER (directeur de l'information de la chaîne normande)



De g à dr, Philippe CHASTRES, Eric SAUNIER (historien), Daniel KELLER, Yves HIVERT-MESSECA et Jean-Robert RAGACHE

Yvon ROBERT (maire de Rouen)



Pour Hervé MORIN, la valeur Égalité est centrale. Pour Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, la question est de savoir articuler les valeurs de la République dans sa territorialité française avec des problématiques interplanétaires (finances, nature, politique). Pour Yvon ROBERT, il faut poursuivre le travail sur la représentation des citoyens : vote obligatoire, comptabilisation des votes blancs et nuls dans les suffrages exprimés, mandat unique absolu et renouvelable consécutivement une seule fois.

Daniel KELLER est revenu, en conclusion, sur l'ensemble du cycle de ces conférences pour constater que, de ville en ville, le débat s'est progressivement déplacé : la question de l'antimaçonnisme l'a cédé aux interrogations sur le devenir de la République. Les échanges avec les élus de droite comme de gauche ont aussi montré que la République n'était pas la propriété d'un parti.

Être républicain, par-delà telle ou telle appartenance, c'est avoir une conception spécifique du bien commun et de l'intérêt général, c'est considérer que la société n'est pas une simple somme d'individus parce qu'en chacun existe une dimension citoyenne grâce à laquelle la société peut former un corps immatériel dont la cohésion repose sur le libre consentement de tous et non sur une quelconque injonction extérieure.

L'esprit citoyen n'est pas une formule prédéterminée ni une prophétie autocréatrice. Il est un travail permanent sur ce qui rassemble par-delà les différences, en cela il nécessite de surmonter préjugés et fausse conscience.

Au terme de ce cycle, il ne s'agit pas de désespérer devant le moment de grande confusion qui semble s'emparer de notre société. Ces débats ont montré que de nombreux citoyens sont prêts à se lever pour relever le défi.

CONCLUSION

de Daniel KELLER,
Grand Maître, Président du Conseil de l'Ordre

Le Grand Orient de France travaille sur le temps long, c'est le sens d'une réflexion qui se veut prospective. Il est toutefois impossible de faire abstraction des événements qui viennent impacter la réalité. Ce cycle de conférences aurait-il eu la même gravité sans les attentats du mois de janvier 2015 ? Ces événements ont marqué les prises de parole des uns et des autres. À notre manière, nous avons cherché dans de telles circonstances à rassembler une République blessée et meurtrie.

La Franc-Maçonnerie au long cours que nous devons bâtir ne saurait être en effet une maçonnerie hors sol, aveugle à ce qui se passe, tous les jours, sous nos yeux. Les sujets d'indignation sont nombreux et notre rôle consiste à en faire le levier d'une réflexion au service du bien-être de demain.

Les moments graves que traversent nos sociétés, des attentats contre *Charlie* au terrorisme sans visage, mettent les Francs-Maçons devant leurs responsabilités. Nous affirmons œuvrer à l'amélioration de l'homme et de la société, mais cette formule ne décide pas des circonstances dans lesquelles ce travail doit s'effectuer.

Cette indignation légitime ne nous a pas détournés d'une analyse lucide. Au contraire. La tentation pour beaucoup de trouver dans des boucs émissaires la solution à tous leurs maux nous a interpellés. Elle caractérise une société en panne d'avenir qui pourrait être tentée de renoncer aux vertus heuristiques de la raison. Une telle évolution conduirait à mettre en cause le processus de civilisation dont nous sommes issus. Ce constat mérite un travail approfondi.

Ces conférences ont aussi répondu à une attente, celle de revivifier le débat public, de remettre la République au cœur des préoccupations citoyennes. Les sujets sont nombreux qui vont de la crise de l'État à celle de la culture en passant par l'ébranlement des institutions qu'on croyait les plus solides, comme l'école. L'édifice républicain est globalement fragilisé. Sa capacité à tenir les promesses qui le légitiment est en cause.

La laïcité a le plus souvent été revendiquée comme marqueur de la République souhaitée. Une laïcité qui rompt avec les multiples petits accommodements qui jour après jour la gangrènent dans un silence de plus en plus complice. À croire que l'on ait perdu de vue la dimension émancipatrice de la laïcité, à croire que l'on ne sache plus que sans laïcité il n'y a pas d'égalité des droits, à croire que l'on soit prêt à accueillir les dogmatismes de tous genres dont la République a eu tant de mal à se défaire.

Nous sommes entrés dans une période de mer agitée et nous devons montrer un sérieux esprit de résistance pour affronter avec énergie les jours de tempête à venir. Le bruit et la fureur nous étreignent à chaque instant un peu plus. Le sursaut éthique largement revendiqué sera le vecteur du renouveau. Il passe par la régénération du lien entre les citoyens et les élus. La demande en a été exprimée au cours des débats.

Dénoncer et agir sont les deux maximes que le Franc-Maçon doit, plus que jamais, revendiquer. Il s'agit assurément d'une tâche rendue d'autant plus difficile que la société n'a plus de frontières. La ligne de front s'est considérablement étendue. Cela ne doit pas nous conduire à baisser les bras. D'une conférence à l'autre, nous avons noué les liens d'une vaste chaîne humaine qui est prête à se tendre.

Les Francs-Maçons sont les soldats de l'An II du XXI^e siècle et qu'à nouveau la liberté sublime emplisse leurs pensées !



GRAND ORIENT DE FRANCE

16 rue Cadet - 75009 PARIS

www.godf.org